Biens Symboliques / Symbolic Goods

Revue de sciences sociales sur les arts, la culture et les idées

9 | 2021
Varia

Sciences sociales, question sociale et formation des élites. Les associations étudiantes de sciences sociales en Allemagne (années 1890-1900)

Social Science, the Social Question, and the Creation of Future Elites: German Social Science Student Associations (1890-1900)

Antonin Dubois

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/bssg/874>

DOI : 10.4000/bssg.874

ISSN : 2490-9424

Éditeur

Université Paris Lumières

Référence électronique

Antonin Dubois, « Sciences sociales, question sociale et formation des élites. Les associations étudiantes de sciences sociales en Allemagne (années 1890-1900) », *Biens Symboliques / Symbolic Goods* [En ligne], 9 | 2021, mis en ligne le 01 décembre 2021, consulté le 13 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/bssg/874> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/bssg.874>

Ce document a été généré automatiquement le 13 janvier 2022.

Biens Symboliques / Symbolic Goods

Sciences sociales, question sociale et formation des élites. Les associations étudiantes de sciences sociales en Allemagne (années 1890-1900)

Social Science, the Social Question, and the Creation of Future Elites: German Social Science Student Associations (1890-1900)

Antonin Dubois

- 1 La naissance et le développement des sciences sociales au cours du XIX^e siècle sont aujourd'hui bien documentés (Joly 2017 ; Moebius & Ploder 2018 ; vom Bruch 2006 ; P. Wagner 1990). La place des sciences sociales avant leur structuration en cursus universitaires dans la formation des élites intellectuelles demeure en revanche moins étudiée. Elle est pourtant au croisement d'un ensemble de problèmes centraux de l'histoire universitaire, scientifique et politique du tournant des XIX^e et XX^e siècles. Un ensemble de disciplines, parfois faiblement établies à l'université et encore peu différenciées, suscitaient en effet alors conjointement une forte attraction au sein de l'élite intellectuelle (en devenir), et une franche hostilité dans les champs universitaire et politique. La puissance explicative des sciences sociales et leur utilisation pour régler les problèmes de la société moderne sont ainsi devenues objets de conflits.
- 2 Ces conflits se cristallisent en particulier sur la définition du modèle légitime de l'élite et du type de formation qui doit y mener. Ce modèle renvoie en Allemagne à la place dans la société des *Bildungsbürger*, membres de la bourgeoisie intellectuelle définis socialement par leur formation intellectuelle (Conze & Kocka 1985). À la fin du XIX^e siècle, les étudiants¹ sont considérés comme les futures élites qu'il faut former aux fonctions sociales qu'ils seront amenés à exercer à ce titre (Weber 2008). Dans cette perspective, et en raison de l'antagonisme grandissant entre des cursus de plus en plus spécialisés et le maintien de l'idéal généraliste de la *Bildung*, processus d'éducation et de

formation culturelle individuelles (Lepsius 1992 ; Ringer 1969), de nombreux étudiants cherchent à acquérir des savoirs et des compétences en complément de leur formation universitaire.

- 3 Au même moment, l'industrialisation de l'Allemagne – qui s'opère alors à un rythme bien plus intensif que dans d'autres pays européens (Hahn 2011) – fait de la « *soziale Frage* » (traduction littérale de l'expression française « question sociale ») un problème central du débat public. À la fin du siècle, la question sociale, au singulier, englobe tous les problèmes liés aux transformations en cours des sociétés industrielles, qu'il s'agisse des ouvriers, du travail, de mœurs (prostitution, alcoolisme) ou de conditions de vie (logement, santé) (Ritter 1998 : 1-4). Objet de lutte politique, sa résolution est alors intégrée aux fonctions des élites. La fondation du *Verein für Socialpolitik* (VfS) en 1872 en témoigne. Cette Association pour la politique sociale a été le principal lieu de rencontre et de réflexion de l'élite intellectuelle et bureaucratique à la recherche d'une voie intermédiaire entre laisser-faire économique (« manchestérisme ») et socialisme (Plessen 1975 ; P. Wagner 1990 : 79-85 ; Zimmermann 2001 : 51-60). Cette préoccupation suscite l'intérêt grandissant des étudiants allemands pour les sciences sociales, comme voie de compréhension du monde social et surtout appui de la science au service de la fonction sociale des élites : développement et légitimation des sciences sociales, d'un côté, et souci de régler la question sociale par les élites, de l'autre, vont de pair.
- 4 Des étudiants ont ainsi mobilisé les sciences sociales pour intervenir dans la redéfinition du modèle légitime de l'élite. Les *Sozialwissenschaftliche Studentenvereinigungen* ou *Studentenvereine* (SwSv), associations étudiantes de sciences sociales, créées dans de nombreuses universités allemandes au cours des années 1890, ont formé le principal lieu de cette mobilisation. Seuls deux articles ont été jusqu'à présent consacrés à ces associations (Burger 1991 ; Köhnke 1988). Leur histoire éclaire pourtant les obstacles et tensions autour de l'autonomisation des sciences sociales et de leur rôle dans la résolution de la question sociale. Ayant connu une attractivité certaine, les SwSv ont aussi été au cœur de vifs conflits politiques, et rendent ainsi visible la place ambiguë des sciences sociales dans l'Allemagne wilhelminienne.

Sources

Les SwSv n'ont laissé que peu d'archives, par exemple aucun journal ou annuaire. Pour pallier ce manque, ont été dépouillés pour la période allant de 1890 à 1914 les journaux des fédérations nationales de trois types de corporations étudiantes (*Burschenschaften*, *Corps* et *Vereine Deutscher Studenten*)², ainsi que les archives du ministère prussien du Culte (chaque État qui compose l'Empire allemand fondé en 1871 a en charge sa politique éducative) et de quatre universités (Berlin, Bonn, Fribourg-en-Brisgau, Heidelberg). Ces archives conservent correspondances, statuts des associations, listes de membres et de conférences, coupures de presse. Nous avons compulsé les textes des conférences prononcées devant les SwSv, dans les rares cas où ils ont été publiés sous forme de brochure ou dans une revue.

- 5 Nous verrons, tout d'abord, que la genèse de ces associations est rendue possible par la rencontre entre l'évolution des sciences sociales et la montée en puissance de la question sociale dans la vie universitaire et étudiante depuis l'unification allemande en 1871. Nous soulignerons ensuite que c'est la centralité de la question sociale qui fonde l'engagement des étudiants dans ces associations et détermine le sens qu'ils attribuent aux sciences sociales. Nous montrerons enfin que la répression menée par les pouvoirs

universitaire et politique contre les SwSv marque les limites de la possibilité même pour les étudiants de s'engager dans la vie publique.

1. Les associations étudiantes de sciences sociales dans le monde étudiant et universitaire allemand

- 6 Si l'émergence des *Sozialwissenschaftliche Studentenvereine* s'inscrit dans les logiques de concurrence propres au monde de l'associationnisme étudiant allemand, ce sont plus précisément les intenses discussions autour de la question sociale et des sciences sociales agitant l'université qui ont favorisé leur formation. Leur création procède cependant de logiques variées, auxquelles correspond un recrutement disciplinaire diversifié.

1.1. L'associationnisme estudiantin

- 7 Dans les années 1890, l'associationnisme estudiantin est un phénomène massif en Allemagne : environ un étudiant sur deux fait partie d'une organisation. Revenir sur la place qu'y occupent formation intellectuelle, débats autour de la question sociale et investissement des sciences sociales, permet de comprendre comment les SwSv s'inscrivent dans ce paysage associatif.
- 8 Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, les corporations au recrutement et pratiques élitistes (*Verbundungen*) dominent en grande partie la vie étudiante, tout particulièrement dans les universités de taille petite ou moyenne, comme Heidelberg, Bonn ou Marbourg, moins dans les grandes universités de Berlin, Munich et Leipzig. Les plus importantes sont les *Corps* et les *Burschenschaften*, instances de socialisation de la bonne société impériale (Jarausch 1982 ; Zwicker 2011). La grande majorité n'accorde que peu d'importance à la formation intellectuelle ainsi qu'aux débats et problèmes du temps, dédaignant l'organisation de conférences ou de groupes de lecture, au profit du renforcement de la cohésion interne par les beuveries et le duel. L'anti-intellectualisme domine, mais une dynamique s'engage au sein de certaines corporations à partir de la dernière décennie du siècle, qui conduit à y promouvoir la formation intellectuelle des membres, renforcer leur assiduité à l'université et promouvoir l'étude des questions sociales, politiques et économiques.
- 9 Cette formation joue un rôle primordial au sein d'autres formes d'organisations étudiantes, telles que les *Vereine Deutscher Studenten* (VDSt, Associations des étudiants allemands), la *Freistudentenschaft* (Communauté des étudiants libres) et diverses associations scientifiques. Les membres des VDSt, organisations nationalistes et antisémites, placent leur éducation politique, citoyenne et, dans une moindre mesure, intellectuelle, parmi leurs principales ambitions, aux côtés de la lutte contre tous les « ennemis intérieurs » du *Reich* : juifs, socialistes et catholiques ultramontains. Leur programme s'appuie également sur la *Kaiserliche Botschaft* du 17 novembre 1881, déclaration dans laquelle l'empereur Guillaume I^{er} annonce les mesures sociales à venir en faveur des travailleurs (vom Bruch 2000)³. Hedwig Roos-Schumacher a constitué un échantillon de 2 875 conférences prononcées au sein de différents VDSt du début des années 1880 à 1914 : 668 (23,2 %) portent sur des questions de politique économique et sociale (Roos-Schumacher 1987 : 71).

- 10 Plus généralement, les étudiants répètent à l'envi leur statut de futures élites du pays. Au-delà d'une formation utile à leur carrière professionnelle, ils conçoivent la période des études comme une préparation au rôle social qu'ils estiment être amenés à jouer. À l'exception de la médecine, les cursus universitaires demeurent peu structurés, ce qui n'empêche pas les nombreuses critiques contre la spécialisation renforcée. Les étudiants sont incités à acquérir une formation relativement large, en adéquation avec l'idéal de la *Bildung*, au cœur du fonctionnement social de la bourgeoisie éduquée (Vierhaus 1972). Ces exigences sociales, avant d'être intellectuelles, sont au principe du grand succès des petites associations scientifiques en droit, médecine, sciences naturelles, philologie et bien d'autres disciplines.
- 11 Au début des années 1890 s'enclenche un processus de reclassement des organisations étudiantes. Les *Burschenschaften*, après avoir mené le combat pour la cause nationale, se sont, depuis l'unification du pays, rapprochées du modèle aristocratique des *Corps*. Elles entendent au début de la période wilhelminienne reprendre la première place dans le soutien de l'Empire et de la nation à l'université, qui leur est contestée par les VDSt. L'étude de la question sociale devient alors un enjeu de concurrence entre les membres des *Burschenschaften* et des VDSt et, plus généralement, un objet attrayant pour une partie croissante des étudiants.

1.2. L'étude de la question sociale par les universitaires, entre science et politique

- 12 Durant les années qui suivent l'unification allemande, la recherche universitaire en sciences sociales connaît un développement inédit. Entre 1885 et 1895, sont publiés des textes qui font aujourd'hui figure de modèles sociologiques, comme *Communauté et société* de Ferdinand Tönnies en 1887 ou l'enquête sur les ouvriers agricoles à l'Est de l'Elbe de Max Weber en 1891-1892 (P. Wagner 1990 : 101-106). Malgré ces productions (devenues) prestigieuses, le terme « sociologie » reste problématique en Allemagne (Feuerhahn 2014). C'est l'expression « science sociale », comme singulier collectif ou au pluriel, qui est mobilisée par les auteurs allemands vers 1900, soit l'exact inverse de ce qui se passe en France, où « le terme 'sociologie', comparativement à l'expression 'science sociale', est devenu à la mode » (Mosbah-Natanson 2011 : 107). Wolf Lepenies va même jusqu'à dire que la sociologie est « étrangère aux Allemands ». Certains universitaires, notamment les historiens héritiers de Leopold von Ranke, formulent une critique fondamentale de la sociologie comme discipline scientifique (Lepenies 1990 : 247-253). Surtout, la sociologie se heurte à un « refus politique », car « non seulement elle admettait la rupture scandaleuse entre la société et l'État, mais allait jusqu'à l'approuver, comme condition nécessaire de son droit à l'existence scientifique⁴ » (Lepenies 1990 : 232 et 234) et ce, dans un contexte de « domination de conceptions statocentrées de la science [...] impliquant le lien étroit entre connaissance et activités gouvernementales » (Sala 2017 : 575).
- 13 Au même moment, un nombre croissant d'universitaires nourrissent en effet l'ambition d'étudier la question sociale de manière scientifique – pour la régler grâce à une politique sociale adéquate. Cette imbrication de la science et de l'expertise se retrouve jusque dans le titre de la prestigieuse revue *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik* (Archives de science sociale et de politique sociale), dans laquelle Max Weber publie plusieurs de ses principaux textes. Comme « sociologie » en France, les universitaires

sont loin d'avoir l'usage exclusif du terme « science sociale ». Bien au contraire, hauts fonctionnaires, juristes ou médecins publient également dans les revues de sciences sociales. Cohésion et cohérence manquent encore. En effet, « science sociale » ne décrit alors « ni un domaine de connaissances précisément défini ni une classification disciplinaire claire » (vom Bruch 1997 : 260).

- 14 Parmi ces multiples disciplines, la *Nationalökonomie* (économie politique) du courant dit de l'école historique connaît un âge d'or dans les universités (Gläser 2014 : 33-40 ; Grimmer-Solem 2003). Les professeurs les plus célèbres sont aussi ceux les plus activement engagés dans le débat public autour de la question sociale, comme Lujo Brentano, Gustav Schmoller et Adolph Wagner. Tous trois font partie des fondateurs du *Verein für Socialpolitik*. En 1910, il existe en Allemagne 45 chaires d'économie politique, soit la quasi-totalité des 49 chaires pouvant être regroupées sous l'appellation « sciences économiques et sociales » (von Ferber 1956 : 198)⁵. À l'inverse, Tönnies regrette en 1913 que « la sociologie n'existe pas encore pour l'administration universitaire en Allemagne et en Autriche » et qu'il existe au contraire des chaires ou cours se donnant les parures de la sociologie mais sans en suivre les méthodes (Tönnies 1926 : 172)⁶. En effet, des cours incluant le terme « sociologie » sont donnés dans quelques institutions durant les années 1900, mais sans que l'on connaisse leur contenu. L'appel que la *Deutsche Gesellschaft für Soziologie* (DGS, Société allemande de sociologie), fondée en 1909, lance en 1914 pour la création de chaires de sociologie reste sans réponse en raison de la guerre. Les premières chaires sont créées en 1919, dans deux universités nouvellement fondées. Elles ne sont pas limitées à la sociologie et sont occupées par des économistes, tous deux membres de la DGS : son secrétaire Leopold von Wiese devient titulaire de la chaire de « sciences de l'État et sociologie » à Cologne, tandis que le médecin (1885), puis docteur (1908) et habilité (1909) en économie Franz Oppenheimer occupe pendant dix ans la chaire de « sociologie et économie politique théorique » à Francfort-sur-le-Main (Lichtblau 2014 ; Sala 2017). Avant la guerre, les spécialistes de sciences sociales n'arrivent que partiellement à s'imposer à l'université, ce qui n'empêche pas leurs disciplines d'être attractives.
- 15 Les étudiants, en tant que futurs hommes politiques, médecins, hauts fonctionnaires ou universitaires, font l'objet d'une attention particulière et suscitent des réflexions sur le « bon rapport » qu'ils doivent entretenir à la question sociale (Philippi 1895 ; Gerlach 1901). Plus particulièrement, Brentano, Schmoller et Wagner attirent dans leurs cours un large public d'étudiants en économie, droit, sciences camérales et de l'État (Laborier *et al.* 2011) ou encore histoire. Ils ont joué un rôle actif au sein des SwSv, en les promouvant et en y prononçant des conférences. De ce fait, ils ont exercé une influence importante sur les membres des SwSv et leur approche de la question sociale et des sciences sociales. Cette influence s'exprime doublement. Premièrement, il s'agit pour ces universitaires comme pour les membres des SwSv de mettre à distance la politique partisane et d'affirmer l'autonomie de la science, bien qu'ils ne puissent faire l'économie d'une confrontation avec le politique. Wagner consacre son discours d'entrée en fonction en tant que recteur de l'université de Berlin en octobre 1895 à « l'économie nationale universitaire et le socialisme » (A. Wagner 1895) et défend à plusieurs reprises les membres des SwSv de tout esprit social-démocrate : cela pour mieux souligner la démarche scientifique de l'économie politique et de ces associations. Deuxièmement, l'affirmation de l'autonomie et de la scientificité des sciences sociales est mobilisée pour promouvoir l'idée que seule la science permettra de régler la question sociale. De ce point de vue, formation généraliste au sein et en marge de

l'université et utilité sociale de la science vont de pair. Le soutien moral des économistes aux SwSv s'explique par leur travail de ralliement (des jeunes générations) de la bourgeoisie éduquée à leurs idées : défendre l'intérêt général face aux luttes entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, se rapprocher de la classe ouvrière pour la connaître, l'éduquer et la sauver du socialisme. Brentano prononce par exemple en 1890 une conférence sur « la place des éduqués dans la question sociale » devant les membres du VDSt de Leipzig et, sept ans plus tard, sur « la place des étudiants vis-à-vis des devoirs socio-politiques actuels » devant ceux de la SwSv de Munich (Brentano 1890 ; 1897).

1.3. S'intéresser aux sciences sociales sans étudier les sciences sociales

- 16 Ni l'intervention d'universitaires dans les débats autour de la question sociale, ni l'intérêt des étudiants pour les sciences sociales n'est une spécificité allemande. Dans les autres pays européens, les étudiants sont également considérés comme l'élite future, devant être formée à exercer des fonctions sociales. En Angleterre et en Écosse, où les sociétés de débat sont si importantes, les problèmes sociaux sont de plus en plus discutés par les étudiants vers 1900, bien que moins que les questions politiques, et des associations de sociologie ou de sciences sociales sont constituées (Anderson 1988 ; Dockerill 2018). En France, les étudiants organisent de nombreuses conférences au sein de leurs associations, dont certaines portent sur les questions sociales du temps ou sur les sciences sociales naissantes⁷. La connaissance du peuple devient une problématique majeure pour une partie des étudiants français au tournant du siècle, dans le sillon de l'affaire Dreyfus (Moulinier 2002 : 187-196). En Allemagne, la plupart des *Sozialwissenschaftliche Studentenvereine* sont créées dans un laps de temps très court, entre 1893 et 1897, et possèdent de nombreux points communs. Il ne s'agit cependant pas d'un mouvement structuré nationalement. Des logiques locales prévalent à leur formation, ce qui conduit à la forte variation de leurs viviers de recrutement d'une université à l'autre.
- 17 La première SwSv est fondée à Göttingen en 1893 par des étudiants en lien avec des professeurs proches du *Evangelisch-sozialer Kongress* (Congrès évangélique-social), une série de rencontres entre théologiens, économistes et juristes pour la résolution des problèmes sociaux fondée sur l'éthique protestante. La dimension religieuse est importante au sein de l'association, composée notamment d'étudiants en théologie considérant que les pasteurs ont une connaissance trop faible des problèmes sociaux et politiques (Burgen 1991 : 119). La même année, une association similaire est constituée à Berlin, indépendamment de ce courant protestant. En juin 1895, le président de la SwSv de Berlin mentionne l'existence d'au moins huit autres associations en Allemagne, à Breslau, Erlangen, Fribourg-en-Brisgau, Greifswald, Königsberg, Halle, Leipzig et Tübingen, ainsi qu'une à Vienne (Schultze 1895a : 469).
- 18 Dans plusieurs universités où elles sont puissantes, les membres de corporations s'allient pour fonder une association de sciences sociales et ceux des VDSt publient des appels en ce sens (Mumm 1894). Cette stratégie permet de disposer d'un important vivier de recrutement et de s'assurer du contrôle des nouvelles associations, afin qu'elles ne tombent pas aux mains de sociaux-démocrates. Elle témoigne plus largement de l'intérêt des étudiants pour la question sociale et les sciences sociales. À

Halle, trois organisations (Burschenschaft Alemannia a. d. Pflug, VDSt, Association de théologie) figurent en tant que telles sur une liste des membres de la SwSv⁸. C'est aussi le cas à Heidelberg, où les membres de quatre associations scientifiques disciplinaires (droit et sciences de l'État, théologie protestante, mathématiques, philologie), d'une association scientifique généraliste (*Freie Wissenschaftliche Vereinigung* [Association scientifique libre]) et du VDSt fondent le *Sozialwissenschaftlicher Verband* (Fédération de sciences sociales) en janvier 1896, qui se reconstitue en juillet 1897 sous le nom de *Sozialökonomische Vereinigung* (Association sociale-économique)⁹.

- 19 L'intérêt des étudiants pour les sciences sociales ne s'exprime pas au sein de l'université comme institution de diffusion du savoir, mais à sa marge, comme en témoigne le fait qu'ils ne revendiquent pas ou rarement la création de chaires de sciences sociales, et créent leurs associations en dehors des facultés et de tout curriculum¹⁰. Cela s'explique largement par le fait que ceux qui peuplent les SwSv ne se destinent pas, à quelques individus près, aux sciences sociales, comme le montre la répartition par discipline des membres de trois associations (tableau 1). Selon Köhnke (1988 : 321-324), seuls trois membres de la SwSv de Berlin ont rédigé une thèse de philosophie, et un seul sur un sujet sociologique. Ce dernier, Theodor Kistiakowski, présente sa thèse sur « La société et l'individu. Une enquête méthodologique » à Strasbourg en 1899, et a étudié auprès de Georg Simmel lorsqu'il était à Berlin.

Tableau 1. Recrutement par faculté ou discipline de trois associations

SwSv	Date	Faculté de philosophie	Médecine	Droit	Théologie protestante	Sciences camérales	Sc. nat, chimie, math.	Agriculture	Total
Berlin	nov. 1895	14	13	26					53
	1901/1902	15	6	13					34
Halle	1895	10	14	23	84	5 ^a	5 ^b	7	148
Fribourg	1902	4	1	7		2	4 ^c		18
	1907/1908	8	2	3 ^d		7	2 ^e		25

^a dont 1 également en droit et 2 en agriculture ; ^b 2 sciences naturelles, 2 chimie, 1 mathématiques ; ^c en chimie ; ^d également en sciences camérales ; ^e 1 en chimie et science politique, 1 en mathématiques.

À Berlin, la Faculté de philosophie regroupe à la fois les disciplines littéraires, les sciences humaines et sociales et les sciences naturelles, physiques et mathématiques.

Sources : Berlin : Köhnke 1988 et tableau nominatif des membres du 6 février 1902, GStA PK, I. HA Rep. 76 V^a Sect. 2 Tit. XII Nr. 17 Bd. 2 ; Halle : liste manuscrite du 12 juin 1895, GStA PK, I. HA Rep. 76, V^a Sect. 8 Tit. XII Nr. 10 Bd. 1 ; Fribourg : listes manuscrites dans Universitätsarchiv Freiburg im Breisgau (ci-après UAF), B1/2659.

- 20 Ces effectifs souvent restreints ne doivent pas masquer le fait que les conférences organisées par ces associations sont, dans l'immense majorité des cas, ouvertes aux autres étudiants, voire publiques. Ces conférences constituent le cœur de l'activité des membres.

2. L'étude scientifique de la question sociale

- 21 Les membres des associations étudiantes de sciences sociales ont en commun de se placer, comme leurs enseignants, dans la perspective d'une étude scientifique de la question sociale pour participer à sa résolution. Il faut pour cela selon eux que les étudiants rencontrent le peuple pour le connaître, rencontre concrétisée avec les cours pour ouvriers. Ces cours comme les conférences présentées devant les SwSv témoignent de la prédominance de la question sociale sur les sciences sociales.

2.1. Question sociale plutôt que sciences sociales

- 22 Lors de la soirée de réouverture de la SwSv de Berlin en octobre 1895, Ernst Schultze, président de l'association, prononce une conférence sur « les étudiants et la question sociale ». Alors étudiant en sciences naturelles, il se tourne plus tard vers l'économie politique et la sociologie. Les conceptions qu'il développe synthétisent les idéaux portés par la plupart des étudiants engagés dans les associations de sciences sociales et des professeurs qui les soutiennent. Schultze appelle les étudiants à s'engager activement pour la résolution des problèmes sociaux du pays, comme leurs prédécesseurs l'ont fait pour l'unification de l'Allemagne. Pour cela, les utopies ne sauraient suffire, notamment celles de la social-démocratie, que Schultze attaque à plusieurs reprises. Il faut certes que la jeunesse universitaire, « sur laquelle repose l'avenir du peuple allemand » (Schultze 1895b : 12), ne soit pas indifférente au sort des travailleurs, mais cette « compassion » ne peut reposer que sur l'étude scientifique des problèmes sociaux. Tous les étudiants sont concernés, car quelle que soit leur profession future, ils seront confrontés à la question sociale, ce qui fait de son étude scientifique un devoir. Cette étude n'est donc pas un but en soi pour Schultze, mais un moyen de participer à la résolution des problèmes sociaux, moyen qu'il considère comme apolitique : comme d'autres¹¹, il souligne l'obligation de se dégager de toute tendance partisane. L'organisation de conférences doit favoriser cette étude.

Fig. 1.

Ernst Schultze, *Die Studentenschaft und die soziale Frage. Festrede auf der Eröffnungsfeier des sozialwissenschaftlichen Studentenvereins zu Berlin am 1. November 1895* [Les étudiants et la question sociale. Discours tenu lors de la fête inaugurale de l'Association étudiante de sciences sociales de Berlin le 1^{er} novembre 1895], Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1895, page de garde.

© Vandenhoeck und Ruprecht

- 23 Le but de ces conférences est de permettre aux étudiants de mieux connaître les problèmes du temps et d'en débattre : après chaque exposé, un temps de questions et de discussion est prévu. Ces conférences peuvent être prononcées par les membres eux-mêmes, mais les étudiants cherchent surtout à gagner enseignants et autres personnalités pour venir les entretenir de sujets variés. L'attention portée à la question sociale se fait au détriment de l'étude des sciences sociales au sens universitaire, par un double contournement, sur la forme (il s'agit de conférences et non de cours) et sur le fond (question sociale comme problème contemporain et non sciences sociales comme disciplines). Il est impossible de connaître précisément l'ensemble des conférences qu'ont organisé ou planifié les membres des SwSv, car aucune d'entre elles n'a publié de périodique ou de brochure présentant ses activités. Les sujets des conférences qui nous sont parvenus manifestent un intérêt pour des sujets très variés. Célestin Bouglé, qui a fréquenté la SwSv de Berlin durant un semestre lorsqu'il était étudiant, a témoigné de l'éclectisme et de l'aspect concret des thématiques abordées : « un jour, l'un parlera sur le socialisme anglais, comparé au socialisme allemand ; un autre, à la séance suivante, de l'idéalisme et du matérialisme en sociologie ; un autre discutera l'antisémitisme ; un autre fera un rapport sur les logements ouvriers qu'il aura visités » (Bouglé 1895 : 92-93)¹².
- 24 Les 56 conférences prononcées devant les associations de Berlin (30), Bonn (1), Halle (1), Heidelberg (14) et Munich (10) dont nous avons retrouvé au moins l'intitulé, témoignent à la fois de la diversité des profils des invités et de l'éclectisme des sujets

abordés. Parmi les conférenciers, on recense : douze étudiants (principalement à Heidelberg) ; quatorze enseignants du supérieur ; cinq journalistes et/ou écrivains ; quatre hommes politiques¹³ ; deux médecins ; un économiste, un juriste, un haut fonctionnaire, un officier de marine, un pasteur, un enseignant du secondaire et un du primaire ; six personnes au statut inconnu. Les enseignants du supérieur représentent près de la moitié des intervenants dont on connaît le statut, en dehors des étudiants. Ce sont presque les seuls qui prononcent plusieurs conférences. Cela n'a rien pour étonner, du fait de la légitimité académique dont ils disposent et de leur proximité avec les étudiants. Cependant, ce ne sont pas seulement des compétences académiques en sciences sociales qui motivent les invitations à présenter un exposé. L'expérience suffit : par exemple, le médecin Leopold Löwenfeld traite à la SwSv de Munich de « l'étudiant et l'alcool » d'un point de vue hygiéniste (Löwenfeld 1910). De plus, même les spécialistes de sciences sociales préfèrent traiter de problèmes contemporains que de sciences sociales.

- 25 Question et réforme sociales occupent en effet une place centrale, avec des thématiques comme le logement, l'alcool ou les prisons. Plusieurs conférenciers traitent spécifiquement des ouvriers et de leurs formes d'organisation : à Berlin, G. Schmoller parle des syndicats en Angleterre, M. Weber – dont l'enquête de 1891/92 a été réalisée pour le *Verein für Socialpolitik* – des ouvriers agricoles, Ignaz Jastrow de l'assurance chômage ; à Munich, J. Timm du syndicalisme en Allemagne. L'économie, le commerce et la banque, parfois dans une perspective historique, forment un deuxième ensemble notable. Au sein de l'association de Heidelberg, les doctrines économiques classiques sont régulièrement présentées : physiocrates, Adam Smith, Thomas Malthus, David Ricardo. Agriculture, art, éducation, démographie ou artisanat sont traités plus épisodiquement. Des conférenciers évoquent les devoirs moraux de la bourgeoisie éduquée, et particulièrement des étudiants, envers les ouvriers ou leur indispensable investissement de la question sociale. Outre les conférences de Brentano et de Schultze déjà évoquées, on peut citer celle du pasteur et homme politique libéral Friedrich Naumann à Berlin en octobre 1896 sur « les devoirs sociaux de la jeunesse éduquée ». Certains sujets plus politiques sont parfois abordés. Le prédicateur, journaliste et écrivain Bruno Wille propose à son auditoire berlinois en 1894 une « critique du programme d'Erfurt » du SPD, l'année suivante Georg Simmel tente une « psychologie du socialisme ». Moritz Julius Bonn, économiste, fondateur et premier directeur de l'École supérieure de commerce de Munich traite de la « politique nationale coloniale » à Munich en 1910¹⁴. En 1901, le social-démocrate E. Bernstein s'interroge devant la SwSv de Berlin : « comment le socialisme scientifique est-il possible ? ».
- 26 Les autorités ont craint que les SwSv, en se proposant de discuter des différents problèmes de la question sociale, ne servent de tribune à des agitateurs socialistes. Or, c'est parfois le camp opposé qui en fait usage. Lors de la première manifestation de la SwSv de Bonn, un diplômé en théologie prononce une conférence sur le mouvement chrétien-social, qui n'est en réalité qu'une apologie du fondateur du mouvement, le prédicateur Adolf Stöcker, et de son parti antisémite. Le professeur d'économie et membre du VfS Eberhard Gothein regrette durant la discussion que l'exposé fût une simple présentation d'un programme politique, alors que le but réel de l'association est de confronter les étudiants avec les « problèmes des sciences sociales¹⁵ ». Il met les étudiants en garde contre l'activisme politique et les appelle à conserver un regard scientifique neutre.

- 27 La prééminence de la question sociale sur la science sociale se marque également dans des formes d'engagement concret auprès des travailleurs : Schultze consacre la fin de sa conférence à l'idée d'une participation des étudiants à l'éducation du peuple. La création des SwSv précède de quelques années l'organisation de cours pour ouvriers, mais ces deux phénomènes procèdent de la même dynamique : il faut que les étudiants s'engagent pour la résolution de la question sociale et pour cela apprennent à connaître les ouvriers et cherchent à réduire la distance entre ces derniers et eux-mêmes. En France, les universités populaires destinées à un public ouvrier sont nées de l'affaire Dreyfus, en partie sur le modèle du *University extension movement* anglais (Mercier 1986). En Allemagne, les premiers « cours étudiants pour ouvriers » (*studentische Arbeiterunterrichtskurse*) sont initiés à l'hiver 1900-1901 par les membres de la *Freistudentenschaft*¹⁶ de l'École supérieure technique de Charlottenburg. À Bonn, ces cours sont cofondés par un membre de la *Burschenschaft Alemannia* durant l'hiver 1908-1909 (Oppermann 1925 : 174). À Fribourg, les membres de la SwSv débutent l'organisation des cours, reprise en 1909 par un comité élargi¹⁷. Une Fédération des cours académiques pour ouvriers (*Verband der akademischen Arbeiter-Unterrichtskurse Deutschlands*) est créée en 1907, à laquelle sont affiliées 24 organisations en 1910 (Schoßig 2011). Ce sont avant tout les connaissances élémentaires qui sont enseignées (lire, écrire, compter). Une brochure avance les chiffres de 900 étudiant·es impliqué·es et de 7 000 ouvrier·ères et employé·es participant dans toute l'Allemagne lors du semestre d'hiver 1909-1910¹⁸. L'idée prévaut que, quelle que soit leur future carrière professionnelle, il leur faut, pour la mener à bien, connaître dès aujourd'hui le peuple¹⁹.
- 28 La préférence pour la question sociale explique en partie le succès plus grand des cours pour ouvriers par rapport aux associations de sciences sociales. Elle explique également que les SwSv n'ont pas participé activement au développement des sciences sociales à l'université.

2.2. L'absence de définition des sciences sociales

- 29 Les SwSv n'ont pas été un lieu de débats épistémologiques ou méthodologiques des sciences sociales. Les thématiques relevées démontrent que le terme « sciences sociales », dont se revendiquent les SwSv et leurs conférenciers, recouvre des réalités très diverses et peu définies. Les rares conférences où les sciences sociales sont au centre du propos confirment ce point. Au semestre d'hiver 1898-1899, deux historiens traitent des sciences sociales à la SwSv de Berlin : Ignaz Jastrow parle de leur étude et Kurt Breysig aborde le sujet « sociologie et question sociale ». En 1909, le juriste libéral de gauche et spécialiste du droit du travail Hugo Sinzheimer détaille à Munich sa méthode sociologique en droit privé.
- 30 Les conférences de Sinzheimer et Breysig permettent de mieux comprendre la place des sciences sociales au sein des SwSv et plus généralement dans le débat public²⁰. Sinzheimer souhaite que sa méthode permette de passer de l'étude du droit objectif dans les textes à celle de l'usage du droit par les hommes. Il explique l'utilité de cette méthode : « rapprocher le plus possible la recherche en droit privé de la réalité, de ses questions et doutes » et « contribuer à ce que la vie, qui pénètre et a pénétré les autres sciences sociales » englobe également le droit privé (Sinzheimer 1909 : 3). Sa méthode sociologique consiste donc en la description de la réalité sociale afin de rendre vivant le droit. Breysig, qui dit vouloir rester sur le terrain théorique, ne propose pas de pistes

pour une étude sociologique de la question sociale. Il veut montrer que le socialisme a une essence économique plutôt que sociale et que ses opposants politiques et scientifiques ont une perspective bien plus sociologique de la question sociale. Au début de son exposé, il cherche pourtant à définir la sociologie, qui consiste selon lui en l'étude des relations des hommes entre eux, selon des normes, qui définissent le destin de « l'atome » qu'est l'individu ; en un mot, en « l'enseignement de l'individualité » (Breysig 1899 : 450). Plus loin, il définit la sociologie comme mère des sciences sociales : « l'économie politique, tout comme par exemple la jurisprudence ou la théorie politique et peut-être aussi l'éthique sont des sciences filles de la sociologie » (Breysig 1899 : 456). Après des considérations si générales qu'elles en deviennent confuses sur le thème de l'individu et du groupe, il espère en conclusion qu'il sera possible d'étudier ce problème de manière objective, malgré les attaques politiques des plus conservateurs et des révolutionnaires.

- 31 Ce sont bien les multiples problèmes de la question sociale et plus généralement des problèmes contemporains qui, au-delà de leur hétérogénéité, relient tous les thèmes évoqués devant les associations étudiantes de sciences sociales. Il pouvait difficilement en être autrement, du fait de l'absence d'une définition unifiée des sciences sociales, patente dans le cas de la sociologie. La définition de la sociologie comme science à la fois théorique et empirique du social et sa distinction claire tant des autres disciplines des sciences sociales que de l'expertise (*Sozialpolitik*) ont été plus difficiles en Allemagne que dans d'autres pays, par exemple les États-Unis (Sala 2017). Dix ans après Breysig, lors du premier congrès de la Société de sociologie, ce sont encore des définitions hétérogènes voire incompatibles de la sociologie qui sont défendues par différents participants, même ceux que l'on définit aujourd'hui sans hésiter comme sociologues, Weber, Tönnies, Simmel (Joly 2017 : 153-231). Ce flou s'explique par le fait que, pour les contemporains, l'idéal de l'unité de la science – qui passe par un rejet de la spécialisation disciplinaire – demeure un dogme dominant. Tandis que Durkheim est favorable à la spécialisation scientifique, Weber la présente, dans sa conférence sur la profession-vocation de savant prononcée en 1917 et publiée en 1919, comme acquise et inévitable, mais non comme positive en soi (Ringer 1992 : 304-307). Tönnies écrit lui en 1913 que ce qui est demandé depuis longtemps est le développement et l'enseignement « d'une 'théorie de la société' [*Gesellschaftslehre*] générale ». La « sociologie n'est, poursuit-il, qu'un autre nom pour cela et ne peut rien signifier d'autre ; un nom pas plus beau, mais plus utile, qui a avant tout le mérite d'avoir atteint une notoriété internationale » (Tönnies 1926 : 173). Cette conception ressort très clairement des conférences de Breysig et de Sinzheimer. Ce dernier souhaite ainsi « faire appel à l'ensemble de la science sociale » (Sinzheimer 1909 : 24) pour mener à bien sa méthode sociologique en droit. Sa conférence constitue d'ailleurs une exception en cela qu'elle propose des pistes méthodologiques. À l'inverse, les conférences prononcées devant les SwSv démontrent que le recours à la science (sociale) pour expliquer les problèmes contemporains n'est en aucun cas le monopole des universitaires.
- 32 Les invités des SwSv, qui bénéficient parfois d'un grand prestige académique, se limitent généralement à la présentation de problèmes ou phénomènes actuels, en se réclamant de la science sociale, sans en appliquer les principes. En cela, les SwSv, d'une manière similaire au *Verein für Socialpolitik*, démontrent que le problème de l'autonomisation des sciences sociales ne se pose pas seulement dans le rapport au pouvoir politique ou économique. Plus généralement, choix des objets et confrontation aux problèmes publics ou présentés comme tels sont part intégrante de ce processus

(Bourdieu 1976 ; Sapiro 2019). Outre qu'il leur a été difficile de se départir du politique, les SwSv ont aussi été considérées comme un danger pour le bon ordre académique par un certain nombre d'universitaires, de membres des autorités académiques et d'hommes politiques.

3. La répression des associations étudiantes de sciences sociales

- 33 Les *Sozialwissenschaftliche Studentenvereine* sont créées et promues par des étudiants, professeurs et autres personnalités qui ont des orientations scientifiques, idéologiques, politiques très diverses. Cette diversité ne suffit cependant pas à empêcher l'amalgame entre sciences sociales et socialisme qui fonde leur rejet par les autorités.

3.1. Autonomisation de la science et antisocialisme

- 34 La période allant du milieu du XIX^e siècle à la Première Guerre mondiale est celle d'une recherche de l'autonomisation du champ universitaire (Charle 1994 ; vom Bruch 1993). Cette autonomisation en cours, partielle, est plus précocement avancée dans les sciences naturelles que dans les sciences humaines et sociales. Néanmoins, le débat sur la science sans préjugé au sein du VfS, dans lequel s'investit Max Weber au tournant des années 1910, témoigne de la recherche d'une science objective et indépendante des diverses formes de pouvoir (Feix 1978 ; Gläser 2014). Cela est d'autant plus essentiel aux universitaires que les sciences sociales inquiètent une partie du pouvoir politique, qui intervient directement, avec l'aide des autorités universitaires, contre les associations étudiantes de sciences sociales.
- 35 Les SwSv sont fondées après la non-prolongation en 1890 de la loi antisocialiste, entrée en vigueur en 1878²¹. La fin de la répression officielle permet l'unification des différents partis socialistes et la création du SPD, qui connaît alors des succès électoraux grandissants. Cette poussée du socialisme conduit à un nouveau tournant conservateur de la politique gouvernementale. La décennie 1890 est aussi celle d'une intense discussion parmi les sociaux-démocrates sur la place et le rôle des étudiants et des diplômés de l'université (*Akademiker*) au sein du parti (Auernheimer 1985 : 45-86). La montée de la social-démocratie inquiète les autorités académiques et, pour les étudiants, se déclarer ouvertement social-démocrate ou participer à un comité électoral du Parti peut conduire à l'exclusion de l'université. En 1895 paraît *Der sozialistische Akademiker*, un journal traitant de la vie universitaire et étudiante. Il est remplacé en 1897 par les *Sozialistische Monatshefte* et son supplément *Der sozialistische Student*²². Ces journaux affirment parfois vouloir gagner la jeunesse éduquée au socialisme, mais en réalité la grande majorité des sociaux-démocrates considère le milieu étudiant trop conservateur et nationaliste pour être acquis à leurs idées²³. Les autorités politiques et universitaires mènent l'enquête pour savoir qui se trouve derrière ces publications et connaître leur diffusion auprès des étudiants, mais n'obtiennent guère de résultats.

Fig. 2.

Catilina, « Soziale Frage und Studentenschaft » [« Question sociale et communauté étudiante »], *Der sozialistische Akademiker*, 1^{ère} année, n° 4, 15 février 1895 : 65.

© *Der sozialistische Akademiker*

- 36 Début 1895, le ministre prussien des Affaires culturelles et éducatives s'alarme dans une circulaire de la diffusion de *Der sozialistische Akademiker*. Le représentant du ministre à l'université de Göttingen s'inquiète dans sa réponse, sans preuve, que la SwSv locale soit proche de ce journal, participant ainsi à l'assimilation entre sciences sociales et socialisme²⁴. À Halle, bien que la SwSv ait été créée par, entre autres, des membres des *Burschenschaften*, du VDSt et de l'association de théologie protestante, les autorités restent suspicieuses d'une infiltration socialiste. La police dissout une assemblée le 16 mai 1895 après avoir investi la salle où devait avoir lieu une conférence pourtant peu révolutionnaire de l'historien Eduard Meyer sur l'effondrement économique de l'Empire romain. Aucune réelle justification n'est donnée – il est seulement avancé que des personnes de toutes les classes assisteraient aux manifestations de la SwSv, qui serait une association politique voire un rassemblement de sociaux-démocrates. Le 14 novembre suivant, l'association est définitivement dissoute par le recteur et l'administration universitaire. Elle était alors, avec plus de 200 membres, la plus importante association étudiante de sciences sociales d'Allemagne²⁵.
- 37 Parmi les promoteurs des SwSv se trouvent des étudiants parfaitement intégrés au système impérial (les membres des corporations), mais aussi des étudiants discriminés (notamment juifs). De même, les enseignants qui les soutiennent occupent, pour certains, une position dominante (Brentano, Schmoller, Wagner) et, pour d'autres, dominée (Simmel, Tönnies) dans le champ universitaire. L'engagement de ces professeurs peut s'expliquer par les avantages qu'ils peuvent tirer du développement

des sciences sociales et de la place de ces dernières dans l'université, c'est-à-dire dans la formation intellectuelle des élites.

- 38 À l'inverse, les opposants aux SwSv occupent tous une position établie sinon dominante dans leur champ respectif : professeurs, recteurs, hauts fonctionnaires universitaires, ministres, députés influents. Ils sont unis par un puissant conservatisme politique et social, un antisocialisme virulent et bien souvent un antisémitisme latent. Leur hostilité envers les sciences sociales témoigne de leur conception politique des devoirs des étudiants, du bon ordre académique et du fonctionnement de la société. Professeurs et hommes politiques favorisent les corporations qui leur sont acquises, surveillent et répriment les organisations indépendantes et progressistes, comme la *Freistudentenschaft*, et répètent inlassablement que les étudiants ne doivent pas s'investir dans des partis ou groupes politiques (Gerlach 1901). L'assimilation des sciences sociales au socialisme alimente leurs attaques contre les SwSv.

3.2. L'association de Berlin confrontée à l'hostilité politique

- 39 L'histoire de la SwSv de Berlin témoigne tout particulièrement de cette hostilité. Elle est fondée à l'automne 1893 par quinze étudiants. Bien qu'elle soit autorisée par le recteur – formalité indispensable pour toute association étudiante –, elle est fragilisée, dès le mois de décembre, par l'interdiction par les autorités universitaires de plusieurs conférences. Seules deux sont autorisées, l'une d'un officier à la retraite, l'autre de l'écrivain régionaliste-völkisch Wilhelm von Polenz (Schultze 1895a).
- 40 Les membres du puissant *Verein Deutscher Studenten* berlinois voient d'un mauvais œil cette nouvelle organisation, car, bien que ne se rattachant à aucune tendance politique, ses membres, dont un tiers sont juifs, proposent une approche de la question sociale différente de celle que promeuvent ces étudiants antisémites et nationalistes. Ils tentent alors de prendre le contrôle de l'association, ce qui conduit les membres de la SwSv, sur les conseils du juge universitaire Paul Daudé, à la dissoudre en décembre 1894, pour en refonder une autre. Cependant, le recteur Otto Pfleiderer refuse d'autoriser cette nouvelle société, « car il ne devait pas prendre en compte seulement l'opinion générale, mais aussi celle des cercles dirigeants²⁶ ». En soulignant ces derniers mots, le membre de la SwSv (probablement Schultze) qui témoigne de ces péripéties fait certainement référence aux attaques de l'industriel et député conservateur Carl-Ferdinand von Stumm-Halberg. Celui-ci s'en est pris, notamment dans un discours au *Reichstag* resté célèbre, aux « socialistes de l'université » (*Universitätssozialisten*), terme visant les professeurs d'économie politique – généralement qualifiés de « socialistes de la chaire » (*Kathedersozialisten*) – et les SwSv²⁷. Les requêtes des étudiants auprès du Sénat académique et du ministre du Culte n'aboutissent pas. Dans leur correspondance avec le ministre, Daudé et Pfleiderer font tout pour dénigrer l'association et souligner sa dangerosité pour le bon ordre de la vie universitaire. Leur antisémitisme est à peine voilé. Daudé répète à plusieurs reprises que dix membres sont juifs. Tandis que les étudiants juifs sont véritablement exclus de nombreuses organisations estudiantines, Daudé affirme que ce nombre élevé témoignerait d'une tentative de fermer la SwSv aux membres de l'Association des étudiants allemands (VDSt), ouvertement antisémites.
- 41 La fonction de recteur est renouvelée chaque année et Adolph Wagner succède à Pfleiderer en octobre 1895. Il autorise la reconstitution de la SwSv dès le 29 octobre. Cela n'a rien de naturel puisque Wagner est politiquement conservateur et membre

d'honneur du VDSt de Berlin. Il fait ainsi primer la science sur la politique. Dans un rapport au ministre qui l'a sommé de s'expliquer sur cette décision, Wagner affirme que l'ambition scientifique de l'association ne fait aucun doute. Le projet est vu positivement par les autres professeurs en sciences sociales : durant un cours, Schmoller en a même fait la promotion. Lui-même considère que de telles organisations promouvant les sciences sociales sont « quelque chose de bon et de souhaitable²⁸ », car elles complètent les enseignements. Wagner indique qu'il a participé à des conférences et pu constater que l'association remplit ses ambitions de manière sérieuse et scientifique. Il en profite pour ajouter que, selon lui, il n'y a aucun social-démocrate au sein de la SwSv. Enfin, pour justifier son engagement, il rappelle avoir répondu publiquement aux attaques de von Stumm.

- 42 Durant les années suivantes, autorisations et interdictions de conférences rythment la vie de la SwSv. Au semestre d'été 1900, les conférences de Leo Arons sur le « socialisme communal » et de Hellmut von Gerlach sur « le lien entre politique internationale et politique fiscale » sont interdites. Le premier, physicien, est connu pour avoir donné à ses dépens le nom à une loi en 1898. Plus grande attaque de l'époque contre l'autonomie universitaire, la « lex Arons » a été votée pour l'exclure de l'université après son adhésion au SPD, puis à sa suite tous les *Privatdozenten* (enseignants non-titulaires) qui en feraient de même. Vouloir être universitaire – c'est-à-dire viser une chaire et donc devenir fonctionnaire – tout en s'affirmant ouvertement socialiste reste impossible en Allemagne. Le second est rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Die Welt am Montag* et membre du parti libéral de Friedrich Naumann, le *Nationalsozialer Verein* (Association nationale-sociale). Dans les deux cas, le recteur, le mathématicien Immanuel Fuchs, refuse de justifier ces interdictions. De plus, les recteurs successifs refusent qu'une femme fasse une conférence devant des étudiants²⁹, par exemple la militante féministe Helene Lange, qui devait parler durant le semestre d'hiver 1896/97 des « frontières intellectuelles entre l'Homme et la Femme ». Les membres de la SwSv déposent sans succès des recours auprès du Sénat académique et du ministre. De plus, plusieurs affaires témoignent de l'hostilité persistante des recteurs successifs envers l'association. Celles-ci sont annexes à la SwSv en tant que telle mais impliquent ses membres, qui s'engagent dans la vie étudiante en se présentant aux élections à la direction du cabinet de lecture académique, seule instance étudiante autorégulée de l'université.
- 43 En janvier 1902, la SwSv est à nouveau interdite par le recteur, l'archéologue Reinhard Kekulé von Stradonitz, en conséquence d'une supposée contravention à ses ordres concernant l'intervention de femmes lors des conférences. Kekulé et Daudé vont jusqu'à affirmer, dans l'affiche annonçant la dissolution de l'association, que « son existence menace la discipline académique³⁰ ». En plus de leur misogynie et de leur hostilité envers l'existence même de la SwSv, leurs sentiments antisémites ont probablement joué : sur 34 membres (dont neuf non-Allemands), 22 sont juifs, dont cinq des étrangers. Ils la considèrent dès lors comme dominée par les juifs, toujours plus suspects qu'un chrétien de ne pas être réellement fidèles à l'empereur et à l'Empire et d'avoir des liens avec la social-démocratie. Cette nouvelle interdiction conduit les conservateurs à réactiver leurs attaques contre l'association : « il est connu que dans la désormais dissoute Association étudiante de sciences sociales, les courants les plus radicaux ont pu se développer et que celui-ci a de ce fait ouvert la voie à la social-démocratie³¹ ». À nouveau, un recours auprès du ministre est déposé, A. Wagner prend la plume pour défendre l'association³², les anciens membres organisent une grande

assemblée pour protester contre cette dissolution : rien n'y fait, et aucune nouvelle association n'est constituée par la suite.

- 44 L'histoire de la SwSv berlinoise illustre la démocratisation limitée des universités allemandes, du moins prussiennes. Une association étudiante qui compte de nombreux membres juifs et se donne pour but de réfléchir à la question sociale est soupçonnée par les autorités d'être subversive ou de diffuser des idées socialistes, quand bien même ses membres ne se sont jamais prononcés collectivement en faveur d'un quelconque courant politique ou idéologique. C'est en fait l'intervention d'étudiants dans la vie publique qui est crainte et attaquée. Les étudiants ne seraient pas assez mûrs pour un tel engagement et devraient se contenter – dans la plus pure conception de la *Bildung* – de s'intéresser à la vie de leur pays de manière individuelle et avec une distanciation intellectuelle et scientifique, ce que ne permettrait pas l'étude de la question sociale.

Conclusion

- 45 Des recherches récentes ont montré l'intérêt d'une histoire de la sociologie intégrant productions universitaires et extra-universitaires (Mosbah-Natanson 2017 ; Neef 2012). Il est possible d'élargir cette perspective aux usages des sciences sociales dans leur ensemble. C'est ce que montrent les associations étudiantes de sciences sociales, qui témoignent de l'attrait d'une partie notable de l'élite intellectuelle en formation pour la question sociale et les sciences sociales au cours des années 1890 et 1900, bien qu'elles n'aient perduré que peu de temps dans beaucoup d'universités, en raison de l'hostilité des autorités.
- 46 L'expression « sciences sociales », reprise dans les noms des SwSv, renvoie à des disciplines en cours de constitution (la sociologie), en pleine expansion (l'économie politique) ou bien établies dans le monde académique et dont les tenants ne se sentaient que rarement proches des nouvelles disciplines (l'histoire). Les sciences sociales encore en développement servent à parer des atours de la science les discussions de la question sociale, comprise très largement comme l'ensemble des problèmes contemporains. Ainsi, les étudiants s'intéressent moins aux sciences sociales comme disciplines universitaires pour leur formation intellectuelle que comme introduction aux questions du temps, dans la perspective de former l'élite de demain. Dès lors, on peut proposer une analyse renouvelée tant de leur institutionnalisation dans le système universitaire que de leur diffusion et de leur apprentissage en-dehors de tout cursus universitaire. Comme l'a montré Wolf Lepenies (1990), les sciences sociales ont dû s'autonomiser de la littérature et des sciences naturelles ; mais elles doivent aussi et peut-être surtout s'autonomiser, d'une part, de la fonction d'expertise que leur attribuent certains de leurs promoteurs et, d'autre part, de la fonction politique que leurs opposants leur reprochent. Ce n'est que dans la recherche de cette double autonomie que peut se comprendre la défense de la « science sans préjugé » (« neutralité axiologique ») par Max Weber (Kalinowski 2005). Faute de définition claire des sciences sociales, en l'absence d'une acceptation partagée de la spécialisation disciplinaire – ces deux caractéristiques s'exprimant en particulier dans la faible autonomisation de la sociologie par rapport à l'économie politique – et en raison d'une certaine hostilité politique, bien plus importante que l'hostilité idéaliste des poètes mise en avant par Lepenies, cette autonomisation s'avère impossible à réaliser collectivement, au-delà de l'œuvre personnelle de quelques savants.

- 47 L'expérience des associations étudiantes de sciences sociales allemandes permet donc de mettre en évidence les enjeux et les obstacles de l'autonomisation des sciences sociales au tournant du siècle. On peut souligner trois principales difficultés, toujours remises en jeu jusqu'à aujourd'hui : la constitution de leur objet propre, qui dans l'Allemagne wilhelminienne est demeuré associé et réduit à la question sociale sous ses différentes formes, ce qui conduit à un conflit entre une science simple productrice de connaissances et une science au service de la pratique, directement utile pour l'action politique ou économique ; la formation de disciplines définies et reconnues comme telles, qui reste longtemps embryonnaire ; l'indépendance face aux autorités politiques, qui est tout sauf acquise tant les sciences sociales suscitent crainte et hostilité. Si ces problèmes sont connus dans l'histoire des sciences sociales, le cas des *Sozialwissenschaftliche Studentenvereine* révèle l'intrication des logiques scientifiques et sociales du champ universitaire, la formation d'une science autonome et la redéfinition de la formation des futures élites et de leur rôle social.
-

BIBLIOGRAPHIE

ANDERSON Robert D. (1988). *The Student Community at Aberdeen 1860-1939*. Aberdeen, Aberdeen University Press.

AUERNHEIMER Gustav (1985). « Genosse Herr Doktor ». *Zur Rolle von Akademikern in der deutschen Sozialdemokratie 1890 bis 1933*. Giessen, Focus-Verlag.

BOUGLÉ Célestin [publié sous le pseudonyme de Jean BRETON] (1895). *Notes d'un étudiant français en Allemagne : Heidelberg, Berlin, Leipzig, Munich*. Paris, Calmann Lévy.

BOURDIEU Pierre (1976). « Le champ scientifique ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2 : 88-104.

BRENTANO Lujo (1890). *Die Stellung der Gebildeten zur sozialen Frage: Vortrag gehalten im Verein Deutscher Studenten zu Leipzig*. Berlin, Verlag der « Akademischen Blätter ».

BRENTANO Lujo (1897). *Die Stellung der Studenten zu den sozialpolitischen Aufgaben der Zeit. Vortrag, gehalten am 15. Januar 1897 zur Eröffnung der Tätigkeit des Sozialwissenschaftlichen Vereins von Studierenden an der Universität München*. Munich, C. H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung.

BREYSIG Kurt (1899). « Soziologie und soziale Frage ». *Die Zukunft*, 27 : 449-464.

BURGER Peter (1991). « Magnet für werdende Geister? Die Sozialwissenschaftlichen Studentenvereinigungen und der Sozialliberalismus der Jahrhundertwende ». *Jahrbuch zur Liberalismusforschung*, 3 : 113-129.

CHARLE Christophe (1994). *La République des universitaires (1870-1940)*. Paris, Seuil.

CONZE Werner & KOCKA Jürgen (dir.) (1985). *Bildungsbürgertum im 19. Jahrhundert*. Vol. 1. Stuttgart, Klett-Cotta.

DOCKERILL Bertie (2018). « "Forgotten Voices" : The Debating Societies of Durham and Liverpool, 1900–1939 ». In BURKETT Jodi (dir.). *Students in Twentieth-Century Britain and Ireland*. Cham, Springer International Publishing : 101-128.

FEIX Nereu (1978). *Werturteil, Politik und Wirtschaft : Werturteilsstreit und Wissenschaftstransfer bei Max Weber*. Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht.

FEUERHAHN Wolf (2014). « La sociologie avec ou sans guillemets. L'ombre portée de Comte sur les sciences sociales germanophones (1875–1908) ». *Les Cahiers philosophiques de Strasbourg*, 35 : 157-196.

GERLACH Otto (1901). *Die Rechte Stellung des Studenten zur Tagespolitik und zur sozialen Frage*. Königsberg i. Pr., Graefe & Unzer.

GLÄSER Johannes (2014). *Der Werturteilsstreit in der deutschen Nationalökonomie : Max Weber, Werner Sombart und die Ideale der Sozialpolitik*. Marburg, Metropolis.

GRIMMER-SOLEM Erik (2003). *The Rise of Historical Economics and Social Reform in Germany, 1864-1894*. Oxford, Oxford University Press.

HAHN Hans-Werner (2011) [1998]. *Die Industrielle Revolution in Deutschland*. 3^e éd. revue et augmentée. Munich, Oldenbourg.

JARAUSCH Konrad H. (1982). *Students, Society and Politics in Imperial Germany. The Rise of Academic Illiberalism*. Princeton, Princeton University Press.

JOLY Marc (2017). *La Révolution sociologique. De la naissance d'un régime de pensée scientifique à la crise de la philosophie (XIX^e-XX^e siècle)*. Paris, La Découverte.

KALINOWSKI Isabelle (2005). « Leçons wébériennes sur la science & la propagande ». In Max Weber, *La Science, profession & vocation. Suivi de Leçons wébériennes sur la science & la propagande, par Isabelle Kalinowski*. Marseille, Agone.

KÖHNKE Klaus Christian (1988). « Wissenschaft und Politik in den Sozialwissenschaftlichen Studentenvereinigungen der 1890er Jahre ». In RAMMSTEDT Otthein (dir.). *Simmel und die frühen Soziologen. Nähe und Distanz zu Durkheim, Tönnies und Max Weber*. Frankfurt am Main, Suhrkamp : 308-341.

LABORIER Pascale, AUDREN Frédéric, NAPOLI Paolo, VOGEL Jakob (dir.) (2011). *Les Sciences caméras. Activités pratiques et histoire des dispositifs publics*. Paris, Presses Universitaires de France.

LEPENIES Wolf (1990). *Les Trois cultures. Entre science et littérature, l'avènement de la sociologie*. Traduit par Henri Plard. Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

LEPSIUS M. Rainer (1992). « Das Bildungsbürgertum als ständische Vergesellschaftung ». In LEPSIUS M. Rainer (dir.). *Bildungsbürgertum im 19. Jahrhundert*. Vol. 3. Stuttgart, Klett-Cotta : 9-18.

LICHTBLAU Klaus (2014). « Ein vergessener soziologischer Klassiker. Zum 150. Geburtstag von Franz Oppenheimer (1864–1943) ». *Soziologie - Forum der Deutschen Gesellschaft für Soziologie*, 43(2) : 123-138.

LÖWENFELD Leopold (1910). *Student und Alkohol. Vortrag gehalten am 21. Februar 1910*. Munich, M. Riegersche Universitäts-Buchhandlung.

MERCIER Lucien (1986). *Les Universités populaires 1899-1914 : éducation populaire et mouvement ouvrier au début du siècle*. Paris, Les Éditions ouvrières.

- MOEBIUS Stephan & PLODER Andrea (2018). *Handbuch Geschichte der deutschsprachigen Soziologie : Band 1 : Geschichte der Soziologie im deutschsprachigen Raum*. Wiesbaden, Springer VS.
- MOSBAH-NATANSON Sébastien (2011). « La sociologie comme “mode” ? Usages éditoriaux du label “sociologie” en France à la fin du XIX^e siècle ». *Revue française de sociologie*, 52(1) : 103-132.
- MOSBAH-NATANSON Sébastien (2017). *Une « mode » de la sociologie. Publications et vocations sociologiques en France en 1900*. Paris, Classiques Garnier.
- MOULINIER Pierre (2002). *La Naissance de l'étudiant moderne (XIX^e siècle)*. Paris, Belin.
- MUMM Reinhard (1894). « Gründet sozialwissenschaftliche Studentenvereinigungen! » *Akademische Blätter*, 9(17) : 213-214.
- NEEF Katharina (2012). *Die Entstehung der Soziologie aus der Sozialreform. Eine Fachgeschichte*. Francfort-sur-le-Main, Campus.
- OPPERMANN Otto (1925). *Die Burschenschaft Alemannia zu Bonn und ihre Vorläufer. Geschichte einer deutschen Burschenschaft am Rhein*. Vol. 2. Bonn, [sans éditeur].
- PHILIPPI Adolf (1895). « Der Student in seinem Verhältnis zur socialen Frage ». *Academische Revue*, 1(10) : 584-591.
- PLESSEN Marie-Louise von (1975). *Die Wirksamkeit des Vereins für Socialpolitik von 1872-1890: Studien zum Katheder- und Staatssozialismus*. Berlin, Duncker & Humblot.
- RENNES Juliette (2007). *Le mérite et la nature. Une controverse républicaine, l'accès des femmes aux professions de prestige (1880-1940)*. Paris, Fayard.
- RINGER Fritz K. (1969). *The Decline of the German Mandarins. The German Academic Community, 1890-1933*. Cambridge, Harvard University Press.
- RINGER Fritz K. (1992). *Fields of Knowledge. French Academic Culture in Comparative Perspective, 1890-1920*. Cambridge/New York/Port Chester/Paris, Cambridge University Press/Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- RITTER Gerhard A. (1998). *Soziale Frage und Sozialpolitik in Deutschland seit Beginn des 19. Jahrhunderts*. Opladen, Leske + Budrich.
- ROOS-SCHUMACHER Hedwig (1987) [1986]. *Der Kyffhäuserverband der Vereine Deutscher Studenten 1880-1914/18. Ein Beitrag zum nationalen Vereinswesen und zum politischen Denken im Kaiserreich*. 2^e éd. Kiel, Gifhorn: Akademischer Verein Kyffhäuser.
- SALA Roberto (2017). « The Rise of Sociology: Paths of Institutionalization in Germany and the United States around 1900 ». *Geschichte und Gesellschaft*, 43(4) : 557-584.
- SAPIRO Gisèle (2019). « Repenser le concept d'autonomie pour la sociologie des biens symboliques ». *Biens symboliques/Symbolic Goods*, 4. [Consulté le 12 novembre 2019].
- SCHOSSIG Bernhard (2011). « Die studentischen Arbeiter-Unterrichtskurse als bildungs- und sozialpolitisches Engagement der Freistudenten vor dem Ersten Weltkrieg ». *Historische Jugendforschung. Jahrbuch des Archivs der deutschen Jugendbewegung*, 8 : 46-60.
- SCHULTZE Ernst (1895a). « Die sozialwissenschaftliche Vereinigung ». *Die Zukunft*, 3(36) : 466-469.
- SCHULTZE Ernst (1895b). *Die Studentenschaft und die soziale Frage. Festrede, auf der Eröffnungsfeier des sozialwissenschaftlichen Studentenvereins zu Berlin am 1. November 1895*. Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht.

- SINZHEIMER Hugo (1909). *Die soziologische Methode in der Privatrechtswissenschaft*. Munich, M. Riegersche Universitäts-Buchhandlung.
- TÖNNIES Ferdinand (1926). « Soziologie und Universitätsstudien (1913) ». In *Soziologische Studien und Kritiken*. Jena, Verlag von Gustav Fischer vol. 2 : 172-182.
- VIERHAUS Rudolf (1972). « Bildung ». In BRUNNER Otto, CONZE Werner & KOSELLECK Reinhart (dirs.). *Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*. Vol. 1. Stuttgart, Ernst Klett : 508-551.
- VOM BRUCH Rüdiger (1993). « Autonomie der Universität - Gelegentliche Bemerkungen zu einem Grundproblem deutscher Universitätsgeschichte ». *Beiträge zur Geschichte der Humboldt-Universität zu Berlin*, 31 : 7-38.
- VOM BRUCH Rüdiger (1997). « Von der Sozialethik zur Sozialtechnologie? Neuorientierungen in der deutschen Sozialwissenschaft um 1900 ». In HÜBINGER Gangolf, VOM BRUCH Rüdiger & GRAF Friedrich Wilhelm (dirs.). *Kultur und Kulturwissenschaften um 1900*. Vol. 2. Stuttgart, Franz Steiner : 260-276.
- VOM BRUCH Rüdiger (2000). « Der Kyffhäuser-Verband und die soziale Frage im Kaiserreich ». In ZIRLEWAGEN Marc (dir.). *Kaisertreue - Führergedanke - Demokratie: Beiträge zur Geschichte des Verbandes der Vereine Deutscher Studenten (Kyffhäuser-Verband)*. Cologne, SH-Verlag : 24-36.
- VOM BRUCH Rüdiger (2006). *Gelehrtenpolitik, Sozialwissenschaften und akademische Diskurse in Deutschland im 19. und 20. Jahrhundert*. Stuttgart, Franz Steiner.
- VON FERBER Christian (1956). *Die Entwicklung des Lehrkörpers der deutschen Universitäten und Hochschulen 1864-1954*. Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht.
- WAGNER Adolph (1895). *Die akademische Nationalökonomie und der Socialismus. Rede zum Antritt des Rectorats der Königlich Friedrich-Wilhelms-Universität in Berlin gehalten in der Aula am 15. October 1895*. Berlin, Druck von Julius Becker.
- WAGNER Peter (1990). *Sozialwissenschaften und Staat: Frankreich, Italien, Deutschland 1870-1980*. Francfort-sur-le-Main, Campus.
- WEBER Thomas (2008). *Our friend « the enemy ». Elite education in Britain and Germany before World War I*. Palo Alto, Stanford University Press.
- WIPF Hans-Ulrich (2004). *Studentische Politik und Kulturreform. Geschichte der Freistudenten-Bewegung (1896-1918)*. Schwalbach im Taunus, Wochenschau Verlag.
- ZIMMERMANN Bénédicte (2001). *La Constitution du chômage en Allemagne. Entre professions et territoires*. Paris, Éditions de la MSH.
- ZWICKER Lisa Fetheringill (2011). *Dueling Students. Conflict, Masculinity, and Politics in German Universities. 1890-1914*. Ann Arbor, University of Michigan Press.

NOTES

1. Les femmes obtiennent progressivement le droit de s'inscrire officiellement comme étudiantes dans les États de l'Empire allemand à partir de 1900. Si quelques-unes arrivent à accéder à certaines « professions de prestige » (pour le cas français, cf. Rennes 2007), elles restent exclues du modèle de l'élite intellectuelle – il n'est pas possible de traiter de cette question dans le cadre de cet article. Le masculin sera donc utilisé ici et la présence d'étudiantes explicitement précisée le cas échéant.

2. On trouvera un lexique en français des organisations étudiantes allemandes sur : Studentenschaft.
3. Il faut préciser que l'article de vom Bruch est apologétique et minimise l'antisémitisme des VDSt.
4. Toutes les traductions sont les nôtres.
5. L'auteur ne donne pas l'intitulé des quatre autres chaires. Disciplines ou intitulés de chaires comptabilisés (1868-1953) : sociologie, sciences sociales et politique sociale, économie politique, science et protection du travail, sciences politiques, science de la communication (*Publizistik*).
6. Cet article est originellement paru dans l'éphémère revue de questions éducatives et culturelles *Das neue Leben*.
7. Un étudiant parisien propose ainsi à ses camarades une « conférence sur la division du travail social d'après M. Durkheim » dont le compte-rendu est donné dans *L'Université de Paris. Bulletin de l'Association Générale des Étudiants de Paris*, 8(58), décembre 1893 : 135.
8. Prospectus daté du 13 novembre 1894, Geheimes Staatsarchiv Preussischer Kulturbesitz (ci-après GStA PK), I. HA Rep. 76, V^a Sect. 8 Tit. XII Nr. 10 Bd. 1.
9. Universitätsarchiv Heidelberg, RA 4826.
10. Il en est de même de toutes les associations étudiantes scientifiques qui existent alors en droit, médecine, histoire ou littérature, à la différence majeure près qu'il s'agit là, au contraire des sciences sociales, de disciplines institutionnalisées au sein de l'université.
11. « Sozialwissenschaftliche Studentenvereinigungen », *Die Grenzboten*, 53 (IV), 1894 : 583-584.
12. Je remercie Tommy Stöckel de m'avoir rappelé ce passage du récit de Bouglé et pour ses commentaires sur une première version de ce texte.
13. Max Hirsch, député libéral et cofondateur des syndicats modérés Hirsch-Duncker et trois membres du Parti social-démocrate (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, SPD), les députés Max Schippel et Johannes Timm et le théoricien Eduard Bernstein.
14. Jastrow, Naumann et Bonn appartenaient au VfS.
15. *Kölnische Zeitung*, 18 mai 1896.
16. Dans la plupart des établissements d'enseignement supérieur, des étudiants ne faisant partie d'aucune corporation fondent à partir des années 1890 une association appelée « Communauté des étudiants libres » pour défendre leurs intérêts et promouvoir des formes de sociabilité entre eux. Celle-ci est ouverte aux étudiants et aux étudiantes, sans distinction de religion ou de nationalité (Wipf 2004).
17. UAF, B1/2720.
18. Zentralstelle der Akademischen Arbeiter-Unterrichtskurse Deutschlands, *Bericht über die VII. Konferenz am 16. und 17. April 1910*, s. l. n. d. :4.
19. « Die Akademischen Arbeiterunterrichtskurse », in Präsidium der Berliner Freien Studentenschaft (dir.), *Zur Einführung in das Akademische Leben an der Universität Berlin*, Berlin, Verlag Hans Krieger, 1913 : 29-31.
20. La conférence de Jastrow n'a apparemment pas été publiée.
21. En 1878 débute le tournant conservateur de la politique d'Otto von Bismarck, qui met fin à son alliance avec les libéraux et se concentre sur la répression du mouvement socialiste, qu'il considère comme le danger majeur pour l'Empire. Cette loi rend possible l'interdiction de partis, organisations, rassemblements et publications sur le seul critère du socialisme.
22. Respectivement : *L'éduqué socialiste*, *Le mensuel socialiste*, *L'étudiant socialiste*.
23. *Vorwärts*, 6 décembre 1894.
24. Rapport du Dr. Höppner, 29 mars 1895, GStA PK, I. HA Rep. 76 V^a Sect. 1 Tit. XII Nr. 27 Bd. 3.
25. *National-Zeitung*, 17 mai et 15 novembre 1895.
26. « Der Richter und der Rektor », *Volkszeitung*, 12 décembre 1894, souligné dans le texte.

27. Intervention du 9 janvier 1895 (9^e législature, 10^e séance), Reichstagsprotokolle 1894/95-1 : 206-213.

28. Lettre d'A. Wagner au *Kultusminister*, s. d. (reçue le 25 novembre 1895). GStA PK, I. HA Rep. 76 Sekt. 2 Tit. XII Nr. 17 Bd. 1.

29. À une exception près en 1899, parce que Wagner et Schmoller ont plaidé pour l'autorisation auprès du recteur. Les femmes ne pouvaient alors être qu'auditrices, si le professeur acceptait leur présence à leur cours. Le grand-duché de Bade les autorise à s'immatriculer comme étudiantes en 1900, autorisation imitée par les autres États allemands les années suivantes, dont la Prusse en 1908. Seuls des étudiants hommes appartenaient donc à la SwSv de Berlin.

30. Cité in « Aufhebung des Sozialwissenschaftlichen Studentenvereins », *Die Post*, 8 janvier 1902.

31. *Kreuz-Zeitung*, 8 janvier 1902, souligné dans le texte. La *Kreuz-Zeitung* est le journal des conservateurs prussiens.

32. Adolf WAGNER, « Der sozialwissenschaftliche Verein », *Kreuz-Zeitung*, 15 janvier 1902. Cette lettre ouverte, réponse à l'article cité ci-dessus, est très différente du rapport remis en privé au ministre en 1895. Wagner critique plus ouvertement l'administration universitaire et appelle à arrêter de traiter les étudiants comme des enfants.

RÉSUMÉS

Cet article revient sur les conflits qui lient question sociale et sciences sociales en Allemagne autour de 1900, en mettant au cœur de l'analyse les associations étudiantes de sciences sociales (*Sozialwissenschaftliche Studentenvereine*). Ce ne sont pas tant les sciences sociales en tant que disciplines universitaires, faiblement autonomisées et aux définitions et usages encore hétérogènes, qui sont recherchées par les étudiants, qu'un cadre et une légitimité scientifiques au règlement de la question sociale, tâche à laquelle doit s'atteler l'élite qu'ils s'estiment destinés à rejoindre. Pour une large partie des autorités universitaires et politiques, cet investissement de la question sociale ne peut qu'être synonyme de socialisme et elles se sont attachées, surtout en Prusse, à réprimer ces associations, malgré leur certaine attractivité. Ces associations rendent en cela visibles les tentatives de redéfinition du rôle social des élites et l'institutionnalisation universitaire des sciences sociales, qui s'avèrent être étroitement liées.

This article considers the conflicts linking the social question to the social sciences in Germany around 1900 through the analysis of the student associations for social sciences (*Sozialwissenschaftliche Studentenvereine*). Students did not seek an introduction to social sciences as academic scientific disciplines in particular, which remained loosely autonomous and suffered from heterogeneous definitions and uses. Much more, students looked for a scientific legitimacy for the resolution of the social question, a task that had to be tackled by the elite they felt destined to join. For a large part of university and political authorities, this interest for the social question could only mean socialism. Therefore, they repressed these associations, especially in Prussia, despite their certain attractivity. The history of these associations allows to understand the attempts to redefine the social role of elites as well as the institutionalization of the social sciences, which turn out to be closely linked.

AUTEUR

ANTONIN DUBOIS

École des hautes études en sciences sociales/Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (IRIS)